



### Résumé des délibérations :

## Réunion du Comité consultatif sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) d'Exportation et développement Canada (EDC)

**Date :** 25 octobre 2021

### Conférencier invité :

**Steven Kuhn**, directeur général, Affaires multilatérales et changement climatique et négociateur en chef pour les changements climatiques, Environnement et Changement climatique Canada

### Membres du Comité consultatif sur les facteurs ESG :

**Eduardo Bohorquez**, directeur général de Transparency International au Mexique (Transparencia Mexicana)

**Gordon Lambert**, cadre résidant en matière de viabilité de la chaire Suncor à la Ivey School of Business de l'Université Western

**Marie-Lucie Morin**, administratrice et membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

**Christa Wessel**, chef de l'exploitation et avocate-conseil à ClearView Strategic Partners inc.

### Absences :

**Rosemary McCarney**, ancienne ambassadrice et représentante permanente du Canada auprès des Nations Unies à Genève

**Anita Ramasastry**, professeure de droit à l'école d'études internationales Henry M. Jackson et directrice du programme de deuxième cycle de développement durable international de la Faculté de droit de l'Université de Washington

**David Wheeler**, cofondateur de l'Academy for Sustainable Innovation

### Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC) :

**Martine Irman**, présidente du Conseil d'administration d'EDC, première vice-présidente du Groupe Banque TD, vice-présidente de Valeurs Mobilières TD

**Mairead Lavery**, présidente et chef de la direction d'EDC et présidente du Conseil

**Carl Burlock**, vice-président directeur et chef de la direction des affaires commerciales

**Justine Hendricks**, chef du développement durable



**Todd Winterhalt**, premier vice-président, Communications et stratégie organisationnelle  
**Rachel Guthrie**, vice-présidente, Stratégie, rayonnement et présentation des résultats ESG  
**Sophie Roy**, vice-présidente, Groupe de la réussite des clients — ESG  
**Leah Gilbert Morris**, directrice, Relations internationales  
**Représentante de FinDev Canada :**  
**Lori Kerr**, chef de la direction

## SYNTHÈSE

L'objectif de cette séance spéciale du Comité consultatif ESG était de permettre à Mairead Lavery, présidente et chef de la direction d'EDC, de discuter avec notre conférencier invité et les membres du comité des priorités liées au climat en prévision de la participation d'EDC aux réunions de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (la COP26) à Glasgow.

Durant la séance, le comité a eu l'occasion d'entendre le conférencier invité Steven Kuhn, directeur général, Affaires multilatérales et changement climatique et négociateur en chef pour les changements climatiques, Environnement et Changement climatique Canada. La discussion a porté sur les priorités du Canada en vue des réunions de la COP26 ainsi que sur l'appui d'EDC aux objectifs climatiques du pays et à la transition énergétique.

La séance a commencé par une importante mise à jour de la présidente et chef de la direction d'EDC, Mairead Lavery, sur les progrès accomplis par EDC en matière d'ESG depuis la dernière réunion du comité au mois de mai. En voici les points saillants :

- En juillet, EDC s'est engagée à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, un plan qui comporte les objectifs suivants :
  - **Objectif pour 2023** : réduire de 40 % par rapport aux niveaux de 2018 le soutien financier accordé à nos six secteurs à forte intensité en carbone. Il s'agira notamment de supprimer progressivement les nouvelles aides directes aux projets et aux entreprises étrangères de combustibles fossiles à forte intensité de carbone.
  - **Objectif pour 2030** : réduire davantage les émissions grâce à des objectifs sectoriels d'intensité des émissions fondées sur des données scientifiques. Ces objectifs engloberont les entreprises opérant dans les secteurs à forte densité en carbone (divulgués d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2022).



- **Objectif en matière de financement durable** : accroître notre soutien aux entreprises canadiennes novatrices qui s’alignent sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone par le biais de mécanismes tels que nos solutions en matière de technologies propres, les obligations vertes, les prêts liés à la durabilité et les produits de connaissances (divulgués d’ici le 1<sup>er</sup> juillet 2022).
- **Réduire à zéro nos émissions de carbone provenant d’activités d’exploitation d’ici 2030** et n’envisager qu’en dernier recours l’achat de crédits compensatoires — un moyen de compenser les émissions — comme solution provisoire ou lorsqu’on ne trouve aucune solution de remplacement raisonnable.
- Les facteurs d’ESG ont fait l’objet de discussions lors de chaque réunion du Conseil d’administration, car ils touchent toutes les activités d’EDC. Plus récemment, en octobre, Mark Carney, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l’action climatique, s’est adressé au Conseil d’administration pour parler de la transition vers une économie à faible émission de carbone, évoquant notamment les possibilités offertes par la Glasgow Financial Alliance for Net Zero.
- EDC continue d’accomplir des progrès dans la réalisation de ses engagements sur le climat et dans le soutien à l’innovation et à la transition de ses clients. En 2020, EDC était l’un des plus importants acteurs financiers soutenant le secteur des technologies propres au Canada, ayant facilité des activités à hauteur de 4,5 milliards de dollars au sein de ce dernier. Au cours des trois dernières années, EDC a également déployé un effort concerté pour réduire de 35 % l’importance de son soutien aux combustibles fossiles, en se concentrant sur le retrait du soutien financier de la scène internationale. La position d’EDC demeure la même; la société continuera à être présente pour les exportateurs canadiens, mais elle s’engage fermement à soutenir leur transition.

Madame Lavery a également présenté quelques-uns des objectifs d’EDC en vue de la COP26 :

- soutenir l’équipe du Canada et faire valoir dans les discussions le point de vue des exportateurs et des entreprises canadiennes;
- participer au panel britannique sur le crédit à l’exportation et aux événements de l’Alliance : Énergiser au-delà du charbon;
- nouer le dialogue avec des parties prenantes, des organismes de crédit à l’exportation, des entreprises et des institutions financières pour ainsi démontrer du leadership et accomplir des



progrès tangibles dans la poursuite des objectifs du Canada dans la lutte contre les changements climatiques.

Après le discours d'ouverture de Madame Lavery, le négociateur en chef du Canada pour les changements climatiques, Steven Kuhn, a jeté les bases du programme de la COP26 à Glasgow :

- Le Royaume-Uni présente quatre objectifs pour les réunions :
  1. L'atténuation — garantir la carboneutralité à l'échelle mondiale d'ici le milieu du siècle et garder en vue l'objectif de 1,5 °C;
  2. L'adaptation — protéger les communautés et les habitats naturels;
  3. La mobilisation de ressources financières — mobiliser le public et le privé pour atteindre les objectifs;
  4. La collaboration — collaborer pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.
- Sommet des leaders : Au total, 130 leaders de la planète ont confirmé leur participation, dont le premier ministre Justin Trudeau et le ministre d'Environnement et Changement climatique Canada.
- L'approche du Canada consiste à mettre de l'avant les engagements pris au cours des 18 à 24 derniers mois et à réaffirmer de nouveaux objectifs en matière de carboneutralité.
- Le Royaume-Uni a organisé des journées thématiques, et celles qui concernent la finance et l'énergie seront particulièrement importantes pour EDC.
  - Journée de la finance : L'attention se portera notamment sur la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) de Mark Carney, l'engagement accru au sein du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) et l'engagement collectif des pays développés visant un objectif de financement international public de la lutte contre les changements climatiques de 100 milliards de dollars, objectif qui n'a pas été atteint à ce jour, mais qui sera atteint d'ici 2023. (Le Canada s'est engagé à verser 5,3 milliards de dollars sur cinq ans pour le financement international de la lutte contre les changements climatiques.)
  - Journée de l'énergie : Alliance : Énergiser au-delà du charbon — l'objectif est d'éliminer le charbon et de discuter de la gestion de la transition mondiale vers une énergie propre.



- Les autres journées porteront sur l'utilisation des sols, le genre, la science et l'innovation, les transports, les villes et l'environnement bâti, autant d'éléments importants pour le respect de l'Accord de Paris.
- Parallèlement, les négociations porteront sur les éléments de mise en œuvre en suspens dans le cadre de l'Accord de Paris, notamment la transparence, les marchés du carbone (Article 6), des échéanciers communs ainsi que l'adaptation et la résilience, et le financement de la lutte contre les changements climatiques.
- Le Canada vise les objectifs suivants : assurer que tous les pays partagent la même orientation et conviennent de leurs objectifs communs, et démontrer que l'Accord de Paris fonctionne. Nous devons insuffler un nouvel élan à la poursuite des objectifs que nous avons fixés pour le monde il y a cinq ans.
- Glasgow sera la Conférence des Parties sur le climat la plus importante depuis l'Accord de Paris, compte tenu de la pandémie et des attentes du monde concernant les objectifs quinquennaux : *« Paris était la conférence des promesses et des objectifs; Glasgow est celle de la réalisation et de la responsabilité. »*

Après l'allocution de Monsieur Kuhn, le comité a entamé une discussion approfondie sur les défis et les possibilités qui se présentent au Canada, ainsi qu'à EDC, dans le cadre de la transition énergétique. Il convient de souligner les thèmes suivants qui en sont ressortis :

- **La complexité.** La transition énergétique demandera du temps et sera difficile à mettre en œuvre. On doit donc tenir compte de plusieurs facteurs, dont la géopolitique, la capacité d'innovation du secteur pétrolier et gazier canadien ainsi que les besoins énergétiques croissants du Canada, alors que nous nous efforçons de trouver un équilibre. Il ne s'agit pas ici d'un parcours linéaire ou séquentiel, mais plutôt de voies parallèles. Compte tenu de la complexité de son économie, le Canada est un acteur sophistiqué et bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans ces discussions.
- **La transparence.** Les conflits d'intérêts et la transparence peuvent devenir une entrave au progrès. À la lumière de l'attention récente des médias concernant les activités de couloir de certains pays pour minimiser la nécessité d'éliminer progressivement les combustibles fossiles, on constate que la transparence est essentielle et que les négociations doivent se dérouler sur un pied d'égalité. Il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'une guerre contre le carbone, et non contre des industries en particulier.



- **La mobilisation des ressources financières.** La mobilisation des capitaux et des investissements privés constituera un élément important du dialogue sur le financement de la lutte contre les changements climatiques. L'amélioration des flux de capitaux privés est une priorité pour EDC. La transition offre aux entreprises canadiennes une occasion importante de contribuer à la réduction des émissions. Une certitude quant à la réglementation s'avère cependant nécessaire pour aider les entreprises à emboîter le pas et à avoir une idée claire de la voie à suivre pour le Canada.
- **La gouvernance et les capacités d'EDC.** Le Conseil d'administration d'EDC reconnaît que la gouvernance est essentielle pour assurer une capacité et une surveillance adéquates et investit dans la formation de tous ses membres. La principale préoccupation est de savoir comment soutenir au mieux les clients d'EDC dans leur évolution vers la transition. EDC investit également dans son expertise des facteurs ESG au moyen d'embauches et d'acquisition de ressources supplémentaires.